

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 09/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RECYCL AUTOS

RUE DE LA NOYE
90170 Anjoutey

Références : UID257090/SPR/JP/2025-0403A
Code AIOT : 0003301649

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2025 dans l'établissement RECYCL AUTOS implanté Rue de la Noye Zone Artisanale 90170 Anjoutey. L'inspection a été annoncée le 27/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée à la suite d'un signalement émanant d'un particulier auprès de la Communauté de Communes des Vosges du Sud. Ce signalement faisait état de potentielles irrégularités sur le site concerné, notamment en lien avec la gestion des eaux pluviales et le stockage des Véhicules Hors d'Usage (VHU).

Afin d'appuyer son signalement, le particulier a transmis plusieurs éléments matériels, dont des photographies, à la Communauté de Communes. Ces éléments ont ensuite été relayés à la DREAL, qui a décidé de diligenter un contrôle afin de vérifier la conformité des installations avec la réglementation applicable concernant les points soulevés par le dit signalement.

L'inspection a ainsi été menée dans le cadre du pouvoir de contrôle de l'inspection des installations

classées, afin d'évaluer la conformité du site aux prescriptions réglementaires en vigueur et de s'assurer de l'absence de risques pour l'environnement et la sécurité publique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RECYCL AUTOS
- Rue de la Noye Zone Artisanale 90170 Anjoutey
- Code AIOT : 0003301649
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Recycl'Autos est une entreprise de recyclage de véhicules basée à Anjoutey. Avec plus de 20 ans d'expérience dans le démantèlement et la revalorisation des véhicules hors d'usage.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les eaux pluviales du site sont collectées et acheminées vers le réseau d'eaux pluviales de la zone artisanale de la Noye, située sur la commune d'Anjoutey. Cette zone, couvre 2,6 hectares, regroupe diverses activités industrielles et artisanales, notamment des entreprises de maçonnerie, de travaux publics, de transport rapide, de transport routier et de déménagement.

Les eaux pluviales potentiellement polluées, en raison des activités exercées ainsi que du trafic sur les voies de desserte et de circulation attenantes à la zone, sont canalisées par l'intermédiaire de ce réseau.

L'ensemble du réseau d'eaux pluviales de la zone est canalisé vers le milieu naturel et s'écoule dans un fossé de drainage en périphérie de la zone, lequel rejoint ensuite le cours d'eau de la Madeleine en période de pluie.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 03/07/2018, article 2.2.3	Sans objet
2	surveillance par l'exploitant des rejets	Arrêté Préfectoral du 03/07/2018, article 2.2.5	Sans objet
3	Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution	Arrêté Préfectoral du 03/07/2018, article 2.2.7 alinéa IV.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des constats réalisés lors de l'inspection permet d'attester du respect des prescriptions contrôlées. Les infrastructures de traitement des eaux pluviales sont adaptées et entretenues régulièrement, les rejets respectent les normes en vigueur, et les conditions de stockage des VHU dépollués sont conformes aux exigences réglementaires. Aucun manquement n'a été relevé lors de la visite concernant les points de contrôles vérifiés en présence de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2018, article 2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de traitement des eaux météoriques collectées
Prescription contrôlée : En lieu et place des dispositions de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement des Véhicules Hors d'Usage non dépollués, de chargement et déchargement, aires de stockages de produits polluants, et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois tous les 6 mois, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder un an. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures,[...] ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La visite d'inspection a permis de constater que l'ensemble des surfaces du site sont imperméabilisées (revêtues en béton ou en macadam), ce qui est conforme aux exigences de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Le réseau de collecte en place centralise l'ensemble des effluents via des avaloirs et/ou caniveaux, qui sont ensuite traités par des séparateurs d'hydrocarbures à traitement progressif. La présence de quatre dispositifs de traitement en série, dont un situé en amont juste avant le raccordement au réseau d'eaux pluviales de la ZAC, confirme que le site est équipé d'un ensemble de système de traitement en adéquation avec la prescription réglementaire. L'exploitant a pu justifier de l'entretien régulier des équipements, en présentant les deux derniers rapports de nettoyage, datés du 20 décembre 2024 et du 05 février 2025, réalisés par un prestataire spécialisé dans ce types d'opérations (SARP-OSIS). Les déchets issus du curage et du pompage des séparateurs (déchets codifiés 13 05 07* et 13 05 02*) ont été intégralement récupérés, puis acheminés vers le site de traitement SOTREFI à Étupes.

L'ensemble des travaux sont détaillées dans les bons d'intervention et confirmées également après consultation de la plateforme de traçabilité TrackDéchet pour les années 2024 et 2025. Ces éléments démontrent la conformité avec les obligations de maintenance et d'élimination des déchets, conformément à la prescription réglementaire.

N ° de bordereau	bordereau	Dénominatio n usuelle	déchet	tonnage	op ération réalisée
B S D - 20240205- TM255BB9T	2024-02-05	E a u x + Hydrocarbur es	13 05 07*	1.88	D9
B S D - 20240611- KWMGASTE Y	2024-06-11	E a u x + Hydrocarbur es	13 05 07*	1.04	R3
B S D - 20241219- 8877E1R3C	2024-12-19	E a u x + Hydrocarbur es	13 05 07*	7.8	D9
B S D - 20241219- P260SSPJJ	2024-12-19	Boues de Cur age	13 05 02*	0.8	D9
B S D - 20241220- 7868DN52A	2024-12-20	E a u x + Hydrocarbur es	13 05 07*	6.16	D9
B S D - 20241220- KRYW713C3	2024-12-20	Boues de Cur age	13 05 02*	0.18	D9
B S D - 20250204- SXD6SNE03	2025-02-04	E a u x + Hydrocarbur es	13 05 07*	3.18	D9

© trackDéchet 2025

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : surveillance par l'exploitant des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2018, article 2.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet

Prescription contrôlée :

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L.1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires et pluviales susceptibles d'être polluées font l'objet

en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

I. Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel (cas des eaux de pluies collectées sur la surface de stockage des V.H.U non dépollués):

[...]

- Hydrocarbures totaux : 5 mg/l

[...]

Constats :

Les rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées ne font pas l'objet d'une autorisation de déversement dans le réseau public.

Pour rappel, les eaux pluviales du site sont dirigées dans le réseau d'eaux pluviales de la zone artisanale de la Noye, située sur la commune d'Anjoutey. Cette zone, d'une superficie de 2,6 hectares, regroupe de petites industries et diverses activités. L'ensemble du réseau d'eaux pluviales de la zone est canalisé vers le milieu naturel et s'écoule dans un fossé de drainage en bordure de zone, lequel rejoint ensuite le cours d'eau de la Madeleine.

Le dernier rapport d'analyse des eaux résiduaires, daté du 15 janvier 2025, atteste du respect du seuil réglementaire concernant le paramètre des Hydrocarbures totaux avec une valeur mesurée inférieure à 0,5 mg/L. L'inspection constate également le jour de la visite que les paramètres contrôlés ; le pH, les MES, la DBO5 et la DCO sont tous inférieurs aux valeurs limites prescrites par l'arrêté préfectoral.

L'échantillon analysé provient directement de la sortie du décanteur, et les analyses ont été réalisées par un laboratoire accrédité COFRAC (EUROFINS, accréditation n°1-1488), garantissant la fiabilité des résultats.

Ainsi, les conditions de rejet sont conformes aux exigences réglementaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2018, article 2.2.7 alinéa IV.

Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage après dépollution

Prescription contrôlée :

En lieu et place des dispositions de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

[...]

L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage (dépollués) est interdit.

Des bennes de 20 m³ sont autorisées sur le site pour stockage de V.H.U dépollués avant élimination. Dans tous les cas, la hauteur de stockage ne dépasse pas 2 mètres.

Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés.

[...]

[...]

Constats :

L'inspection a confirmé l'absence d'empilement des VHU dépollués. Ces derniers sont entreposés individuellement sur la dalle bétonnée recueillant les eaux pluviales, avec des espaces suffisants pour la circulation des opérateurs à pied. Deux bennes de 20 m³ recueillant les VHU dépollués étaient présentes sur site le jour de la visite.

Cette configuration respecte les prescriptions réglementaires relatives au stockage et à la prévention des risques liés à l'effondrement ou à l'accumulation de VHU notamment.

L'exploitant a également précisé qu'il ne reçoit plus de public pour le démontage de pièces, contrairement aux pratiques antérieures. Seuls quelques démolisseurs spécialisés accèdent désormais au parc VHU, sous la responsabilité de l'exploitant. Cette mesure contribue à une meilleure maîtrise des risques en limitant drastiquement le nombre de personnes à l'accueil et sur le parc (stationnement des véhicules à l'extérieur et accès piétons sur site).

Type de suites proposées : Sans suite